

Corruption de la monnaie kenyane

Auteur : Joseph Nduriri – 14-05-2026

La corruption au Kenya n'a pas commencé avec les politiciens ; elle a été construite brique par brique, loi après loi. Guidée par une main invisible, depuis les accaparements coloniaux des terres jusqu'aux scandales de plusieurs milliards, ce n'est pas seulement une histoire de vol, mais le plan détaillé d'une trahison transmise de génération en génération.

Aujourd'hui, elle apparaît sous forme de pot-de-vin lors d'un contrôle de police ou de projets fantômes au Parlement. Mais derrière chaque poignée de main se cache un coût invisible. Voici l'histoire méconnue de la manière dont le Kenya est devenu corrompu, et pourquoi nettoyer ce système pourrait être la bataille la plus difficile.

Bien avant le premier scandale postindépendance, la corruption était déjà le terreau de la politique kenyane, semée non par les Africains, mais par l'État colonial. La domination britannique avait deux visages : l'un prêchait la civilisation, l'autre extrayait tout ce qu'il pouvait, qu'il s'agisse de terres ou de travail. Ce n'était pas de la gouvernance, mais un vol organisé avec un cachet légal.

En 1902, l'Ordonnance sur les terres de la Couronne attribua presque toutes les terres du Kenya à la Couronne britannique. Des millions d'acres furent déclarés vacants simplement parce qu'aucun colon blanc n'y vivait. Des communautés furent déracinées, des moyens de subsistance détruits, et un modèle naquit : le pouvoir devenait transactionnel, et le silence pouvait s'acheter.

Les Britanniques avaient besoin de contrôle, mais étaient numériquement inférieurs. Ils créèrent donc un système de collaborateurs : chefs africains, commis, collecteurs d'impôts, dotés de petits pouvoirs pour opprimer leur propre peuple. La première classe de collaborateurs était née. Leur récompense : titres, privilèges et accès.

Les pots-de-vin n'étaient pas simplement tolérés, ils étaient nécessaires. Attributions foncières, travail forcé, exemptions, même la survie de base devenaient négociables. La monnaie n'était pas toujours l'argent ; parfois c'était la loyauté, parfois la trahison.

C'était l'architecture originelle de la corruption kenyane : non pas le chaos, mais une conception méthodique.

Lorsque l'indépendance arriva le 12 décembre 1963, beaucoup de ces intermédiaires ne disparurent pas ; ils changèrent simplement d'uniforme.

Le Kenya était libre. L'Union Jack descendait, le noir, rouge et vert montaient. Dans les rues : danse, célébration, nouvelle aube. Mais derrière les rideaux, un autre transfert avait lieu : non seulement celui du pouvoir, mais celui d'une corruption institutionnalisée, transmise comme un cadeau empoisonné.

L'élite coloniale était partie, mais elle laissait derrière elle sa machinerie : registres fonciers conçus pour exclure, ministères bâtis pour le favoritisme, police formée non pour protéger mais pour contrôler.

Les nouveaux dirigeants africains héritèrent de ces outils et les maîtrisèrent rapidement.

Jomo Kenyatta, salué comme le père de la nation, prêchait l'unité en public. Mais derrière les portes closes, les terres destinées aux combattants de la liberté Mau Mau furent redistribuées aux loyalistes. La loyauté politique devint la nouvelle monnaie, et la quête de justice fut ensevelie sous la recherche de privilèges.

En quelques années, les contrats gouvernementaux étaient attribués par poignée de main plutôt que par mérite. Les licences exigeaient des frais de facilitation, les emplois reposaient sur les faveurs, l'immunité s'achetait. Tout devenait négociable.

Le Kenya avait gagné son indépendance, mais perdu sa boussole morale.

Cela n'a pas commencé avec des valises pleines d'argent. Cela a commencé avec le *kitu kidogo* — « un petit quelque chose ». Un geste, une enveloppe, une poignée de main un peu trop longue.

Avec le temps, la corruption cessa d'être choquante pour devenir une culture.

Dans les hôpitaux publics, une infirmière murmure :
« Vous voulez un traitement plus rapide ? Venez me voir derrière le bureau. »

Dans les écoles, les listes d'admission sont réécrites grâce à des enveloppes remplies d'argent.

Sur la route, un conducteur arrêté pour excès de vitesse ne craint pas l'amende ; il craint un policier qui n'acceptera pas moins de 500 shillings.

Justice, sécurité et dignité : tout est disponible à un prix.

Et lorsque les pauvres grandissent en voyant les riches échapper aux conséquences, ils apprennent vite : l'intégrité ne paiera pas les frais scolaires, mais un pot-de-vin pourrait.

Ce n'est pas seulement du vol ; c'est une lente hypnose nationale. Un pays qui apprend à détourner le regard, à survivre en pliant le système sans jamais le briser.

Même l'amour n'est pas épargné. Les mariages se construisent non sur la vérité mais sur la transaction. Les dots sont gonflées, les intentions obscurcies.

Quand tout est à vendre, la confiance devient la première victime.

C'est l'épidémie silencieuse du Kenya : la corruption n'est plus un scandale, mais la normalité.

Le scandale Goldenberg dans les années 1990 coûta au Kenya 600 millions de dollars américains — de quoi construire écoles, hôpitaux et chemins de fer. Au lieu de cela, l'argent disparut dans des malles et des comptes offshore.

Puis vint Anglo Leasing : des sociétés fantômes facturant à l'État des équipements jamais livrés. Des dizaines de millions disparurent.

Ensuite, le pillage du KEMSA durant la pandémie : pendant que les travailleurs de première ligne suppliaient pour des équipements de protection, des initiés du gouvernement profitaient de marchés publics gonflés.

Cela ne s'arrêta pas là.

Des milliards furent empruntés pour le chemin de fer à écartement standard (SGR), une merveille construite par la Chine, coûtant plus cher que certains trains à grande vitesse européens.

Même des rumeurs persistantes évoquent l'hypothèque du port de Mombasa en cas de défaut.

La dette étrangère explosa, passant de quelques milliards en 2010 à plus de 70 milliards de dollars en une décennie.

**Les créanciers : Chine, Banque mondiale, financiers privés.
Le remboursement : vos impôts.**

Mais le coût dépassait l'argent : forêts détruites, terres publiques accaparées, médecins impayés, étudiants privés de cours, générations entières privées d'opportunités.

Dans l'ombre de cette trahison, un schéma dangereux apparut : concentration du pouvoir entre dynasties, élections financées par l'argent de la corruption, silence acheté par privilèges.

Ce n'était pas de la mauvaise gestion. C'était une architecture.

Un système conçu pour convertir le pouvoir public en richesse privée.

Une démocratie empoisonnée de l'intérieur.

Et qui en paya le prix ?

La mama mboga, le conducteur de boda boda, le contribuable vivant avec moins de 5 dollars par jour.

Le Kenya devint une scène de crime, mais les empreintes étaient locales, et le commissaire-priseur était souvent notre propre gouvernement.

Pourtant, l'histoire du Kenya n'était pas destinée à cela.

C'était une terre où les montagnes touchaient le ciel, où les rivières transportaient l'or, où chaque tribu possédait son rythme, sa sagesse, son honneur.

Mais la corruption a creusé de profondes cicatrices : sur les politiques, sur les peuples, et sur l'âme même de la République.

Cependant, quelque chose bouge encore.

Des amphithéâtres universitaires aux réunions communautaires, du silence des lanceurs d'alerte au feu des manifestations de la jeunesse, des journalistes d'investigation aux activistes numériques, la résistance grandit.

De nouvelles voix s'élèvent : certaines de l'intérieur du gouvernement, d'autres des bidonvilles.

Toutes posent la même question :

Et si l'intégrité n'était plus rare ?

Et si le patriotisme signifiait responsabilité ?

Et si nous cessions de vendre le Kenya à bas prix ?

Car ce pays ne manque pas de richesses.

Il manque de volonté.

Et peut-être, juste peut-être, que les mêmes mains qui ont construit cette machine corrompue peuvent se lever pour la démanteler.

Une vérité courageuse à la fois.

